

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

19 mars 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant diverses dispositions
afin d'affecter des gardiens de la paix
au visionnage en temps réel des images
des caméras de surveillance installées
sur la voie publique**

**AVIS DE L'AUTORITÉ
DE PROTECTION DES DONNÉES**

Voir:

Doc 55 **0418/ (S.E. 2019):**

- 001: Proposition de loi de M. Metsu et Mme Ingels.
- 002: Modification auteur.
- 003: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

19 maart 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van diverse bepalingen
met het oog op het aanstellen
van gemeenschapswachten
voor het in real time bekijken van de beelden
van bewakingscamera's op de openbare weg**

**ADVIES VAN DE
GEGEVENSBECHERMINGS AUTORITEIT**

Zie:

Doc 55 **0418/ (B.Z. 2019):**

- 001: Wetsvoorstel van de heer Metsu en mevrouw Ingels.
- 002: Wijziging indiener.
- 003: Advies van de Raad van State.

01812

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Avis n° 23/2020 du 13 mars 2020

Objet : Avis relatif à une proposition de loi modifiant diverses dispositions afin d'affecter des gardiens de la paix au visionnage en temps réel des images des caméras de surveillance installées sur la voie publique (CO-A-2020-014)

L'Autorité de protection des données (ci-après l' "Autorité") ;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après "la LCA") ;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE* (Règlement général sur la protection des données, ci-après "le RGPD") ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après "la LTD") ;

Vu la demande d'avis de Monsieur Patrick Dewael, Président de la Chambre des représentants, reçue le 27/01/2020 ;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspar, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 13 mars 2020, l'avis suivant :

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. La proposition de loi *modifiant diverses dispositions afin d'affecter des gardiens de la paix au visionnage en temps réel des images des caméras de surveillance installées sur la voie publique*, (ci-après la proposition) vise à permettre le recours à des gardiens de la paix afin de visionner en temps réel les images des caméras de surveillance installées sur la voie publique. À cet effet, la loi du 21 mars 2007 *réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance* (ci-après la loi caméras) et la loi du 15 mai 2007 *relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale* (ci-après la loi "gardiens de la paix") sont respectivement modifiées.

2. Actuellement, seules les catégories de personnes suivantes sont habilitées à visionner en temps réel les images de caméras de surveillance : les agents de police, les membres du personnel du cadre administratif et logistique des services de police et les militaires qui ont été mis à disposition de ces services¹.

3. Suite aux adaptations envisagées, les gardiens de la paix pourront désormais également visionner des images en temps réel. En outre, le législateur se réserve le droit d'habiliter à l'avenir encore d'autres catégories de membres du personnel au visionnage en temps réel.

II. EXAMEN DE LA DEMANDE

Modification de la loi "gardiens de la paix"

4. Les tâches des gardiens de la paix telles que définies par l'article 3, § 1 de la loi "gardiens de la paix" sont élargies au visionnage en temps réel des images de caméras de surveillance installées dans des lieux ouverts, conformément à l'article 5, § 4, premier alinéa de la loi caméras (article 2 de la proposition).

5. Dans le cadre de la rédaction de l'arrêté royal du 9 mars 2014, le prédécesseur en droit de l'Autorité, la Commission de la protection de la vie privée, a émis 2 avis sur les projets de texte de cet arrêté royal, à savoir les avis n° 04/2008 et n° 50/2013. Dans les 2 projets de texte soumis pour avis,

¹ Voir l'article 1 de l'arrêté royal du 9 mars 2014 *désignant les catégories de personnes habilitées à visionner en temps réel les images des caméras de surveillance installées dans des lieux ouverts, et déterminant les conditions auxquelles ces personnes doivent satisfaire*, pris en exécution de l'article 5, § 4, deuxième alinéa de la loi caméras.

les gardiens de la paix étaient mentionnés en tant que catégorie de personnes entrant en considération pour visionner en temps réel des images de caméras de surveillance. Dans les deux cas, la Commission de la protection de la vie privée a émis un avis favorable² :

"Conformément à l'article 3 de la loi gardiens de la paix, le service des gardiens de la paix est chargé de missions de sécurité et de prévention dans le but d'accroître le sentiment de sécurité des citoyens et de prévenir les nuisances publiques et la criminalité par le biais de certaines activités. L'article 4 de ladite loi stipule en outre que le service organise ses activités sur la voie publique et dans des lieux publics faisant partie du territoire de la commune organisatrice. Dans son avis n° 31/2006, la Commission affirmait que la surveillance sur la voie publique, qui implique une forme extrême de surveillance, est normalement réservée aux services de police ne peut pas être exercée par tout le monde. Vu que cette compétence est (partiellement) confiée aux gardiens de la paix par la loi gardiens de la paix, la désignation de ce groupe pour visionner en temps réel des images de caméras d'un lieu ouvert doit être justifiée."

6. L'Autorité adhère à ce point de vue. Elle souligne toutefois que ce visionnage en temps réel des images doit se faire exclusivement en lien avec les compétences des gardiens de la paix, qui leur sont attribuées par l'article 3 de la loi "gardiens de la paix".

7. L'arrêté royal du 9 mars 2014 régit la formation des personnes qui visionnent les images de caméras de surveillance en temps réel. Étant donné que cet arrêté va disparaître, les exigences de formation qui y sont prévues sont intégrées à l'article 10 de la loi "gardiens de la paix" (article 3 de la proposition) qui comporte les exigences d'aptitude pour les gardiens de la paix. L'Autorité en prend acte.

Modification de la loi caméras

8. L'article 4 de la proposition remplace le deuxième alinéa de l'article 5, § 4 de la loi caméras. En conséquence, la base légale de l'arrêté royal du 9 mars 2014 disparaît. Désormais, la loi déterminera à quel personnel le visionnage en temps réel d'images de caméras de surveillance peut être confié.

9. L'Autorité souligne que pour déterminer le personnel qui entre en considération, le législateur devra vérifier dans quelle mesure la finalité des caméras de surveillance, telle qu'établie à l'article 3 de la loi caméras, s'inscrit dans le cadre des compétences du personnel qui sera désigné.

² Finalement, les gardiens de la paix n'ont pas été repris dans l'arrêté royal du 9 mars 2014.

10. Par ailleurs, l'Autorité souligne une nouvelle fois le caractère intrusif des caméras de surveillance. Le moins que l'on puisse exiger des personnes qui visionnent les images en temps réel est qu'elles aient suivi une formation obligatoire afin de pouvoir accomplir leur tâche en connaissance de cause. Cette formation doit accorder une attention spécifique à la problématique du traitement de données. L'Autorité insiste dès lors pour que cette exigence soit reprise explicitement dans la proposition.

**PAR CES MOTIFS,
l'Autorité,**

recommande :

de reprendre dans la proposition une formation obligatoire pour les personnes qui visionnent en temps réel des images de caméras de surveillance (point 10).



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances





Advies nr. 23/2020 van 13 maart 2020

Betreft: Advies m.b.t een wetsvoorstel tot wijzigingen van diverse bepalingen met het oog op het aanstellen van gemeenschapswachten voor het in real time bekijken van de beelden van de bewakingscamera's op de openbare weg (CO-A-2020-014)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna de "Autoriteit");

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, inzonderheid op artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van de heer Patrick Dewael, Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, ontvangen op 27/01/2020;

Gelet op het verslag van mevrouw Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit ;

Brengt op 13 maart 2020 het volgend advies uit:

I. VOORWERP VAN DE AANVRAAG

1. Het wetsvoorstel *tot wijzigingen van diverse bepalingen met het oog op het aanstellen van gemeenschapswachten voor het in real time bekijken van de beelden van de bewakingscamera's op de openbare weg*, (hierna het voorstel) strekt ertoe om de mogelijkheid te bieden om gemeenschapswachten in te zetten om de beelden van bewakingscamera's op de openbare weg in real time te bekijken. Daartoe worden respectievelijk de wet van 21 maart 2007 *tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's* (hierna de camerawet) en de wet van 15 mei 2007 *tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet* (hierna wet gemeenschapswachten), gewijzigd.

2. Momenteel kunnen alleen de volgende categorieën van personen beelden van bewakingscamera's in real time kunnen bekijken: agenten van politie, personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de politiediensten en militairen die ter beschikking werden gesteld van deze diensten¹.

3. Ingevolge de voorgenomen aanpassingen komen voortaan ook gemeenschapswachten in aanmerking om beelden in real time te bekijken. Daarnaast behoudt de wetgever zich het recht voor om in de toekomst ook nog andere categorieën van personeelsleden toe te laten om in real time te kijken.

II. ONDERZOEK VAN DE AANVRAAG

Wijziging van de wet gemeenschapswachten

4. Het takenpakket van de gemeenschapswachten zoals vastgesteld door artikel 3, § 1, van de wet gemeenschapswachten, wordt uitgebreid tot het in real time bekijken van de beelden van bewakingscamera's die geplaatst zijn in niet-besloten plaatsen overeenkomstig artikel 5, § 4, eerste lid, van de camerawet (artikel 2 van het voorstel).

¹ Zie artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 maart 2014 *tot aanwijzing van de categorieën van personen die bevoegd zijn om in real time beelden te bekijken van de bewakingscamera's die in niet-besloten plaatsen geïnstalleerd zijn, en tot bepaling van de voorwaarden waaraan deze personen moeten voldoen*, genomen ter uitvoering van artikel 5, § 4, tweede lid, van de camerawet).

5. Naar aanleiding van de redactie van het koninklijk besluit van 9 maart 2014, bracht de rechtsvoorganger van de Autoriteit, de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, 2 adviezen uit over de ontwerp teksten ervan, namelijk de adviezen nr. 04/2008 en nr. 50/2013. In de 2 voor advies voorgelegde ontwerp teksten, werden de gemeenschapswachten vermeld als categorie van personen die in aanmerking kwam om in real time beelden van bewakingscamera's te bekijken. In beide gevallen adviseerde de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gunstig²:

"Overeenkomstig artikel 3 van de gemeenschapswachtenwet is de dienst belast met veiligheids –en preventieopdrachten, gericht op het verhogen van het veiligheidsgevoel van de burgers en het voorkomen van openbare overlast en criminaliteit door middel van bepaalde activiteiten. Artikel 4 van de gemeenschapswachtenwet bepaalt verder dat de dienst haar activiteiten organiseert op de openbare weg en openbare plaatsen die deel uitmaken van het grondgebied van een organiserende gemeente. In haar advies 31/2006 stelde de Commissie dat het toezicht op de openbare weg, hetgeen een verregaand toezicht uitmaakt en normaliter is voorbehouden aan de politiediensten, niet zomaar aan iedereen kan worden toevertrouwd. Gelet op het feit dat deze bevoegdheid aan de gemeenschapswachten (gedeeltelijk) wordt toevertrouwd door de gemeenschapswachtenwet, is de aanduiding van deze groep om real time camerabeelden van de niet besloten plaats te bekijken, te verantwoorden".

6. De Autoriteit treedt deze zienswijze bij. Ze benadrukt evenwel dat dit in real time bekijken van de beelden uitsluitend moet gebeuren in functie van hen door artikel 3 van de wet gemeenschapswachten toegekende bevoegdheden.

7. Het koninklijk besluit van 9 maart 2014 regelt de vorming van de personen die in real time beelden van bewakingscamera's bekijken. Vermits dit besluit zal verdwijnen, worden de erin voorzien vormingsvereisten geïncorporeerd in artikel 10 van de wet gemeenschapswachten (artikel 3 van het voorstel) dat bekwaamheidsvereisten voor gemeenschapswachten bevat. De Autoriteit neemt hiervan akte.

Wijziging van de camerawet

8. Door artikel 4 van het voorstel wordt het tweede lid van artikel 5 § 4, van de camerawet vervangen. Hierdoor verdwijnt de wettelijke basis van het koninklijk besluit van 9 maart 2014.

² Uiteindelijk werden de gemeenschapswachten niet opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014.

Voortaan zal de wet bepalen aan welk personeel het bekijken van beelden van bewakingscamera's in real time mag toevertrouwd worden.

9. De Autoriteit vestigt er de aandacht op dat de wetgever bij het bepalen van personeel dat in aanmerking komt, zal moeten nagaan in hoeverre het doeleinde van de bewakingscamera's zoals vastgesteld in artikel 3 van de camerawet past binnen de bevoegdheden van het personeel dat zal worden aangewezen.

10. Daarnaast onderlijnt de Autoriteit nogmaals het intrusieve karakter van bewakingscamera's. Het minste dat mag geëist worden van personen die in real time beelden bekijken, is dat zij een verplichte opleiding hebben gevolgd zodat zij hun taak met voldoende kennis van zaken kunnen uitvoeren. In die opleiding moet een bijzondere aandacht worden besteed aan de problematiek van gegevensverwerking. De Autoriteit dringt erop aan dat deze vereiste uitdrukkelijk in het voorstel wordt opgenomen.

**OM DEZE REDENEN,
de Autoriteit**

adviseert om:

in het voorstel een verplichte opleiding op te nemen voor personen die in real time beelden van bewakingscamera's bekijken (punt 10).



Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum

